

N° 415032

---

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE DE  
PLAISANCE-DU-TOUCH

---

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

M. Vincent Uher  
Rapporteur

---

Le Conseil d'Etat statuant au contentieux  
(Section du contentieux, 8<sup>ème</sup> chambre)

M. Romain Victor  
Rapporteur public

---

Séance du 25 janvier 2018  
Lecture du 16 février 2018

---

Vu la procédure suivante :

La commune de Plaisance-du-Touch a demandé au juge des référés du tribunal administratif de Toulouse d'ordonner, sur le fondement de l'article L. 521-3 du code de justice administrative, l'expulsion de l'association Ecran 7 des locaux qu'elle occupe situés au sein du complexe Monestié. Par une ordonnance n° 1704047 du 28 septembre 2017, ce juge des référés a rejeté cette demande.

Par un pourvoi sommaire et un mémoire complémentaire, enregistrés les 13 et 30 octobre 2017 au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, la commune de Plaisance-du-Touch demande au Conseil d'Etat :

- 1°) d'annuler cette ordonnance ;
- 2°) statuant au titre de la procédure de référé engagée, de faire droit à sa demande ;
- 3°) de mettre à la charge de l'association Ecran 7 la somme de 5 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu :

- le code général des collectivités territoriales ;
- le code de justice administrative ;

Après avoir entendu en séance publique :

- le rapport de M. Vincent Uher, Maître des Requêtes en service extraordinaire,
- les conclusions de M. Romain Victor, rapporteur public ;

La parole ayant été donnée, avant et après les conclusions, à la SCP Piwnica, Molinié, avocat de la commune de Plaisance-du-touch ;

Considérant ce qui suit :

1. Aux termes de l'article L. 822-1 du code de justice administrative : « *Le pourvoi en cassation devant le Conseil d'Etat fait l'objet d'une procédure préalable d'admission. L'admission est refusée par décision juridictionnelle si le pourvoi est irrecevable ou n'est fondé sur aucun moyen sérieux* ».

2. Pour demander l'annulation de l'ordonnance qu'elle attaque, la commune de Plaisance-du-Touch soutient que le juge des référés du tribunal administratif de Toulouse :

- l'a insuffisamment motivée en ne répondant pas au moyen tiré de ce que le refus de l'association Ecran 7 de libérer la dépendance du domaine public qu'elle occupait faisait obstacle à l'utilisation normale de celle-ci par l'association Ciné Arts Plaisance avec qui une convention d'occupation avait été conclue ;

- l'a entachée d'une contradiction de motifs en estimant que la condition d'urgence n'était pas remplie au motif que le montant de la redevance d'occupation du domaine public à verser par l'association Ciné Arts Plaisance n'était pas déterminé tout en jugeant que la présence de cette clause financière dans la convention conclue avec cette association constituait un motif d'intérêt général justifiant de ne pas renouveler la convention conclue avec l'association Ecran 7 ;

- a dénaturé les faits de l'espèce et les pièces du dossier en estimant que la circonstance qu'elle était empêchée de percevoir les redevances d'occupation du domaine public par l'association Ciné Arts Plaisance ne caractérisait pas une situation d'urgence.

3. Aucun de ces moyens n'est de nature à permettre l'admission du pourvoi.

DECIDE :

-----

Article 1<sup>er</sup> : Le pourvoi de la commune de Plaisance-du-Touch n'est pas admis.

Article 2 : La présente décision sera notifiée à la commune de Plaisance-du-Touch.

Copie en sera adressée à l'Association Ecran 7.

Délibéré à l'issue de la séance du 25 janvier 2018 où siégeaient : M. Pierre Collin, président de chambre, président ; M. Jean-Claude Hassan, conseiller d'Etat et M. Vincent Uher, maître des requêtes en service extraordinaire-rapporteur.

Lu en séance publique le 16 février 2018.

Le président :  
Signé : M. Pierre Collin

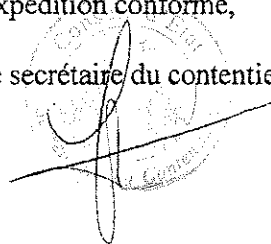
Le rapporteur :  
Signé : M. Vincent Uher

Le secrétaire :  
Signé : M. Mickaël Lemasson

La République mande et ordonne au ministre de l'intérieur en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme,

Pour le secrétaire du contentieux, par délégation :

A circular official stamp is partially visible, containing the text 'COMMISSION DE LA COUR D'APPEL DE PARIS' and 'LE 16 FÉVRIER 2018'. A handwritten signature in black ink is written over the stamp.

